



Distr.
~~LIMITEE~~
T/L.1076
16 juin 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente et unième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE

Union des Républiques socialistes soviétiques :
projet de résolution

Le Conseil de tutelle,

Ayant examiné le rapport de l'Autorité administrante sur l'administration du Territoire de la Nouvelle-Guinée pour l'année 1962/1963,

Ayant entendu les déclarations que les représentants de l'Autorité administrante ont faites à la trente et unième session du Conseil de tutelle sur la situation au Papua et en Nouvelle-Guinée,

S'inspirant des dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale],

Notant avec regret que l'Autorité administrante n'a pas pris jusqu'ici les mesures nécessaires pour transférer tous pouvoirs au peuple du Territoire conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV),

Notant que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée du Papua et de la Nouvelle-Guinée sont extrêmement limités et que l'Autorité administrante détient encore tous les pouvoirs législatifs et exécutifs dans le Territoire,

1. Confirme le droit imprescriptible du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. Invite l'Autorité administrante à appliquer les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale au Papua et en Nouvelle-Guinée le plus tôt possible, et en tout cas avant le vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies;

3. Engage notamment l'Autorité administrante à prendre d'urgence des mesures pour transférer dans le Territoire tous pouvoirs législatifs à la Chambre d'assemblée et pour abroger les dispositions discriminatoires des ordonnances électorales, qui prévoient l'attribution à des Australiens de sièges spéciaux et de sièges de membres fonctionnaires à la Chambre d'assemblée;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de donner pour instruction au Directeur du Centre d'information de l'ONU à Port Moresby de porter le texte de la présente résolution à la connaissance du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée en utilisant à cette fin tous les moyens d'information.
